

A close-up photograph of a person's hand in a dark suit and white shirt cuff, pointing their index finger at a large, colorful 3D pie chart on a document. The document is on a wooden table, and other financial charts and documents are visible in the background. The scene is brightly lit, suggesting an office environment.

Les essentiels d'Euler Hermes 2018

Le DAF, business protector

Les directeurs financiers face
aux risques aujourd'hui

www.eulerhermes.fr



EULER HERMES

Our knowledge serving your success*



Sommaire

- 1** **Éditorial P3**
- 2** **Le territoire des DAF et ses
nouvelles frontières..... P4**
- 3** **5 risques majeurs pour les DAF en 2018.... P9**
- 4** **Le risque, un combat quotidien P16**
- 5** **Les solutions Euler Hermes P20**
- 6** **Euler Hermes au service des directions
financières P26**

1 Éditorial

Dans un contexte international instable, un environnement économique volatil, et à l'heure de la généralisation du numérique, le directeur financier se trouve en première ligne sur le front des risques. Gardien de la pérennité de l'entreprise, il ne peut être certain que d'une chose : les plus gros soucis... seront pour lui.

Business protector, le DAF ne doit pas pour autant baisser les bras quant aux rôles qu'il a su conquérir dans les comités de direction. Car on attend toujours de lui qu'il soit un **business maker** – stratège du développement, et bien sûr un **business accountant** – garant des comptes.

Pas facile pour un seul homme d'assumer autant de responsabilités. D'autant que l'équipe qui l'entoure a eu tendance à se réduire, productivité oblige. A lui de s'appuyer sur des partenaires plus performants et des outils plus efficaces pour y parvenir.

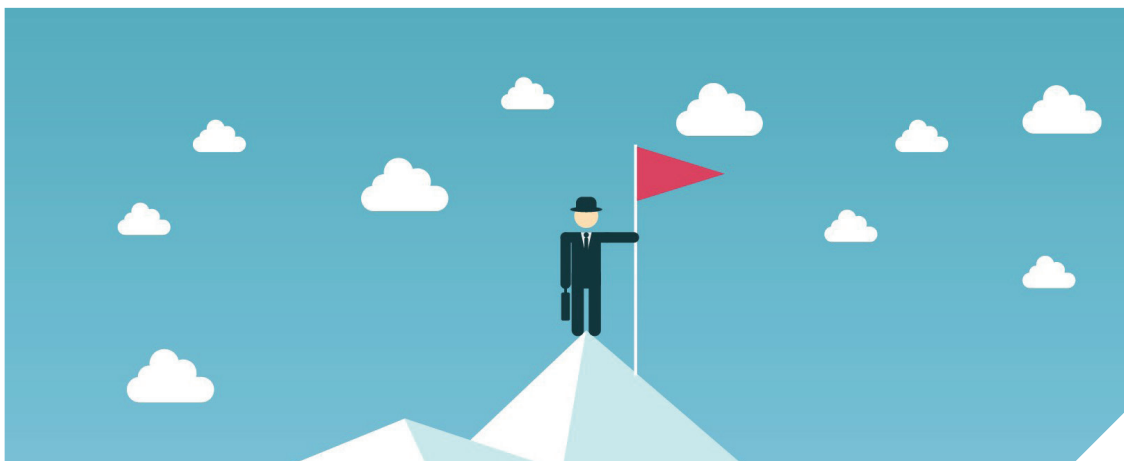
Pour sécuriser le compte clients d'abord, et pour garantir l'entreprise contre le coût de fraudes chaque jour encore plus menaçantes, Euler Hermes accompagne depuis longtemps les directeurs financiers. Nous croyons qu'en les aidant à assurer pleinement leur rôle de business protector, ils déploieront d'autant plus facilement leurs autres talents.

C'est autour de cet enjeu que nous avons bâti ce dossier.
Bonne lecture.



Véronique Turinaz Postel
Directeur Commercial et Marketing,
Euler Hermes France

2 Le territoire du DAF et ses nouvelles frontières



Protéger contre les risques, participer à la définition de la stratégie, et gérer les comptes. Ces trois rôles clés, le DAF les exerce sur un territoire de plus en plus étendu. Pour trouver le juste équilibre entre développement et sécurité, il doit pouvoir être proactif dans la gestion des risques.

Les trois rôles du DAF

■ Le protecteur

Le DAF reste “l’ange gardien” de l’entreprise. Sa première responsabilité consiste à **protéger, préserver les actifs et à gérer les risques financiers**. L’importance de ce rôle a été renforcée, tant par le durcissement des réglementations depuis la crise financière de 2008, que par la montée en puissance des phénomènes de fraude, notamment les cyber-fraudes qui accompagnent la transformation numérique des entreprises.

■ Le stratège

Le DAF joue un rôle actif dans la définition comme dans la mise en œuvre de la stratégie. L’enquête conduite par Deloitte en 2016 auprès de directeurs financiers d’ETI régionales est particulièrement éclairante :

- 89 % de ces DAF déclarent avoir été impliqués récemment dans des opérations de croissance externe, de restructuration ou de changement de business model ;
- 81% jouent un rôle important dans la gestion de la relation avec les marchés, les investisseurs ou les financeurs ;
- 90% participent activement à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie de financement de l'entreprise.

Le phénomène va même au-delà : de business partners, les DAF tendent à devenir des business makers – autrement dit, il leur est de plus en plus demandé d'être des facilitateurs, voire des initiateurs de croissance, organique et/ou externe.

■ Le garant comptable

La bonne application des règles comptables, la fiabilité et la transparence des comptes, ont toujours constitué les responsabilités traditionnelles du DAF.

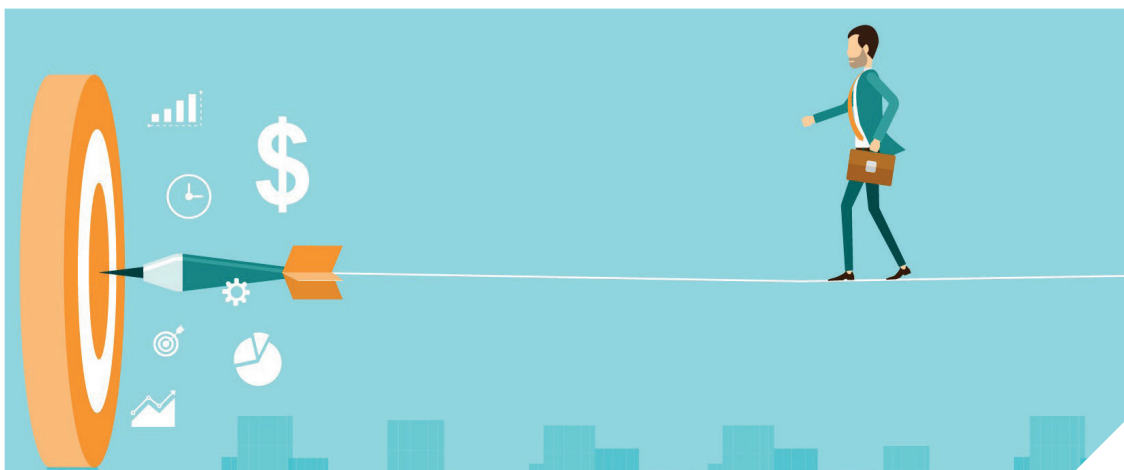
Ce rôle ne cesse pourtant d'évoluer, tiré tant par une dématérialisation généralisée que par une pression réglementaire qui ne se dément pas. Successivement la mise en place de la DSN, puis des FEC (fichiers des écritures comptables), et bientôt (1er janvier 2019 pour les groupes) le retraitement des contrats de location dans le cadre d'IFRS 16, pour ne citer que ces trois transformations, ont fixé aux directions financières de nouveaux challenges en la matière. Voire bien du fil à retordre ! La dimension fiscale s'avère plus exigeante que jamais.

L'extension du domaine de la direction financière

Risques stratégiques, de crédit, de réputation, réglementaires, fiscaux, fraudes... : une étude d'Ernst & Young conduite début 2016 auprès de 769 responsables financiers dans le monde a montré que 66 % des DAF estiment que savoir gérer l'ensemble de ces risques représente une compétence indispensable. D'autant plus dans un contexte particulièrement complexe où se mêlent volatilité des marchés, interconnexion généralisée, instabilité géopolitique, réformes réglementaires et cyber-menaces.

■ Trouver le bon équilibre entre croissance et sécurité

Croissance et contrôle du risque constitue un alliage qu'il n'est pas facile de doser. Faut-il s'interdire de signer avec des clients dont la signature ne serait pas de tout premier ordre ? Doit-on réserver ses efforts à l'export en direction de pays stables sous tous rapports ? Les process internes d'engagement et de règlement doivent-ils empêcher toute initiative et ralentir la marche des affaires ? Certainement pas ! Tout autant, la croissance la plus prometteuse peut être cassée par un impayé, et la meilleure trésorerie anéantie par une fraude réussie. Le DAF doit donc trouver le bon équilibre entre le développement de l'entreprise et le contrôle de ses risques.



■ Devenir proactif dans l'analyse des risques

Pour proposer des décisions éclairées dans un contexte incertain, « *le rôle du CFO change, estime Francesco Tanzi, DAF du groupe Pirelli. Maintenant, il faut être proactif, en collaboration avec le PDG, pour identifier des solutions stratégiques alternatives, non seulement pour les états financiers, mais aussi pour la gestion des risques* ».

Une autre manière de dire « gouverner c'est prévoir » ? Peut-être, et surtout une autre manière d'appliquer le dicton ! Jonathan Blackmore, EMEA Risk Leader d'Ernst & Young indique ainsi : « *Nous pouvons puiser des données dans de nombreuses sources, soit pour identifier des tendances soit pour prédire les événements de risques potentiels* ». Les financiers des grandes entreprises disposent en effet aujourd'hui d'outils d'analyse prédictifs, capables d'associer tendances à court et moyen terme et décryptage de signaux faibles ; les meilleurs éditeurs de solutions de gestion proposent déjà aux ETI et aux PME des outils de Business Intelligence qui facilitent les arbitrages.

■ Des priorités qui évoluent

Selon l'édition 2017 de l'étude PwC menée avec la DFCG*, la hiérarchie des priorités des DAF se transforme. Le pilotage de la performance et la maîtrise des risques arrive désormais en tête, avant la gestion prévisionnelle qui constituait la principale priorité l'année précédente. Dans le même temps, la stratégie de développement passe de la 4e à la 3e place. Ces six priorités des directeurs financiers en 2017 sont, dans l'ordre :



1. Performance et maîtrise des risques



2. Gestion prévisionnelle



3. Stratégie et développement



4. Trésorerie, liquidité et financement



5. Transformation de la fonction finance



6. Fiscalité

(*) Priorités 2017 du directeur financier

<https://www.PwC.fr/fr/publications/fonction-finance/priorites-2017-du-directeur-financier.html>

■ À l'impossible, nul n'est tenu !

Les DAF feraient-ils face à trop de challenges ? C'est ce qui ressort par exemple d'une enquête conduite l'an passé par Dun & Bradstreet, qui montrait que 56 % des directeurs financiers interrogés estiment que les attentes de leur conseil d'administration sont irréalistes, depuis qu'ils doivent assumer le double rôle de protecteur de l'entreprise et de créateur de revenus. Près de 60 % déclarent avoir davantage de responsabilités en matière de risque et de conformité qu'auparavant et 53 % estiment que la possibilité d'erreurs graves augmente. Il n'est donc pas étonnant que 55 % se sentent mal à l'aise avec leur rôle actuel et que 71 % pensent qu'ils subissent trop de pression.

On comprend dès lors l'intérêt qu'il y a à déléguer tout ou partie de la gestion des risques à des partenaires spécialisés fiables et efficaces...



3 5 risques majeurs pour les DAF en 2018



Trésorerie, fraudes et cyber-fraudes, impayés, risques pays, conformité notamment RGPD : panorama des risques majeurs auxquels les DAF devront faire face en 2018.

1 - La trésorerie

L'enquête PwC/DFCG sur les priorités des directeurs financiers montre que la gestion du cash demeure la difficulté principale des DAF (56 % en 2017 contre 51 % en 2016). La sécurisation de la trésorerie disponible constitue une vraie préoccupation pour les entreprises, surtout dans un contexte où les liquidités ne rapportent à peu près rien.

Par ailleurs, la reprise de l'activité après une période de ralentissement combinée avec un fonds de roulement limité est de nature à créer des tensions de trésorerie. Tout le monde n'est pas comme Apple, assis sur 270 milliards de dollars de liquidités disponibles ! Dans un contexte de croissance retrouvée (prévisions 2018 d'Euler Hermes : 3,2% au niveau

mondial, 2,2% en Europe, 3,7% pour les pays émergents), on comprend qu'éviter un éventuel effet ciseaux(*) soit au cœur des préoccupations des DAF.

Assurer le financement des projets, raccourcir les délais de règlement, repenser dans leur ensemble les modalités de paiement : autant de leviers susceptibles d'être activés pour optimiser son BFR. Le retour de l'optimisme ne doit pas faire oublier les fondamentaux !

(*) L'augmentation de chiffre d'affaires accroît l'EBE de l'entreprise mais aussi son Besoin en Fonds de Roulement. Si l'augmentation du BFR est plus rapide que l'augmentation de l'EBE, l'effet ciseau arrive lorsque les réserves sont épuisées. L'Excédent de trésorerie d'exploitation devient négatif privant l'entreprise des ressources financières indispensables pour continuer de fonctionner correctement. (source Valoxy, cabinet d'expertise comptable, Lille)

2 - Les fraudes et les cyberfraudes

1 entreprise sur 3 a subi au moins 1 fraude avérée en 2017, contre 1 sur 5 en 2016, d'après l'édition 2018 de l'étude Euler Hermes/DFCG : la fraude reste l'un des principaux risques encourus par les entreprises. De plus en plus, ses modes opératoires passent par Internet, et ce phénomène s'accélère avec la digitalisation de l'économie.

“ Pour la première fois, les interruptions d'activité et les incidents cyber sont au coude à coude dans le Baromètre des risques AGCS (Allianz Global Corporate & Specialty, voir encadré), et ils sont de plus en plus interdépendants. Qu'ils soient dus à des attaques comme celle de WannaCry, ou aux défaillances de systèmes, les incidents cyber sont une cause majeure d'interruption d'activité pour les entreprises, toujours plus en réseau, dont les principaux actifs sont souvent les données, les plateformes de services ou encore leurs clients et leurs fournisseurs. ”

Chris Fischer Hirs, PDG d'AGCS

Selon le baromètre Opinion Way du Cesin (Club des experts de la sécurité de l'information et du numérique) de janvier 2018 sur la cyber-sécurité, 79 % des entreprises ont subi au moins une cyber-attaque au cours des 12 derniers mois. Dans près d'un cas sur deux, les attaques ont entraîné des conséquences directes sur l'activité de l'entreprise : indisponibilité du site Internet, arrêt de production, perte de chiffre d'affaires, retard de livraison...

La demande de rançon (ransomwares) arrive très largement en tête de la cyber-criminalité, avec 73 % des entreprises concernées. Seules deux catégories d'attaques apparaissent en recul par rapport au baromètre 2017 : le déni de service et la défiguration de site web.

3 - Le crédit client

En janvier 2018, Euler Hermes a réalisé une étude (<https://blog.eulerhermes.fr/actualites/resultats-barometre-risque-client-2018/>) sur le risque client auprès de plus de 500 directeurs généraux et DAF d'entreprises, dont 73% réalisent un chiffre d'affaires supérieur à 5 millions d'euros, et 27% en dessous.

Apparemment l'heure est à l'optimisme :

- **73% des répondants s'attendent à une croissance « moyenne ou forte » de leur chiffre d'affaires en 2018 ;**
- **83,6% prévoient des délais de paiement stables pour 2018.**

Toutefois les risques d'impayés clients demeurent importants en France :

- **57% des répondants ont connu des impayés lors des 6 derniers mois ;**
- **83% considèrent que les impayés vont rester stables (75,5%) ou augmenter (7,8%) en 2018.**

Si bien que 80 % des sondés utilisent des outils pour sécuriser le déroulement et le paiement des contrats à moyen terme ; dont 58 % qui ont opté pour l'assurance-crédit.

4 - Les risques pays

L'évaluation des risques pays s'effectue à partir de trois critères :

- **Les déséquilibres macroéconomiques ;**
- **Le cadre de la vie des affaires ;**
- **La stabilité du système politique et l'efficacité du gouvernement.**

Le baromètre des risques d'AGCS relève que « la perception des entreprises de la menace posée par les risques politiques et la violence demeure relativement inchangée d'année en année. Cependant, les répondants sont plus préoccupés par le terrorisme. » Que l'année 2018 soit marquée ou non par des attaques de ce type, le risque politique n'en existera pas moins : fait du prince, révolution, instabilité, émeutes, guerres, confiscation ou expropriation...

Au-delà, la fragmentation commerciale du monde se développe, avec la multiplication d'accords bi- ou multilatéraux, et le retour du protectionnisme porté par l'administration américaine. Rien qu'en 2017 pas moins de 467 nouvelles mesures ont été introduites à l'échelle mondiale (source Euler Hermes). Le danger n'est pas mince que des barrières douanières ou des normes nouvelles viennent perturber le cours des affaires.

Source de développement et de profits, l'exportation constituera donc toujours aussi une source de risques pour les directions financières en 2018.

La carte Euler Hermes des risques pays synthétise en une note unique l'analyse des différents critères, et cete note est révisée très régulièrement. 8 pays ont ainsi changé de niveau de risque pays à la fin du 1er trimestre 2018 : la Roumanie, l'Algérie, et la Tunisie ont vu leur note baisser tandis que le Chili, le Ghana, la Côte d'Ivoire, l'Egypte et la Russie ont connu une amélioration de leur note de risque.



5 - Le risque réglementaire

Le RGPD (Règlement général sur la protection des données) est entré en application le 25 mai 2018. Il prévoit notamment, s'il y a infraction, des sanctions pouvant aller jusqu'à 20 millions d'euros ou 4 % du chiffre d'affaires mondial d'une société en cas d'injonction (2% sinon).

L'entreprise doit notamment nommer un DPO (Data Protection Officer), délégué à la protection des données, et s'assurer de la protection des données personnelles.

61 % des entreprises du panel Opinion Way du Cesin estiment que le RGPD permettra de renforcer la protection des données personnelles. Pour elles, la réglementation a déjà eu le mérite de sensibiliser les entreprises à la valeur des données collectées – et aux risques d'un vol de données.

Plus d'un tiers de ces entreprises a engagé les trois premières étapes pour se mettre en conformité avec le RGPD : désignation du DPO, cartographie du traitement des données personnelles, identification des actions à mener pour se mettre en conformité. Il reste manifestement du chemin à parcourir pour toutes les autres...

D'autant que la mise en place du RGPD n'est pas le seul souci de conformité que les DAF ont à traiter : la production désormais obligatoire des FEC (fichiers des écritures comptables) ou le retraitement au bilan des contrats de location imposé par IFRS 16 s'ajoutent à la liste des devoirs – et des sanctions en cas de manquement...

De quoi les entreprises ont elles peur ?

Chaque année AGCS (Allianz Global Corporate & Specialty) publie un baromètre des risques réalisé en interrogeant 1 900 experts du risque répartis dans 80 pays. En France l'interruption d'activité (47 % des sondés) arrive en tête des craintes des entreprises, suivie par les incidents cyber (46 %), le risque incendie/explosion, les évolutions législatives et réglementaires, et les catastrophes naturelles.

Voici la liste des 10 principaux risques, classés par les experts français :

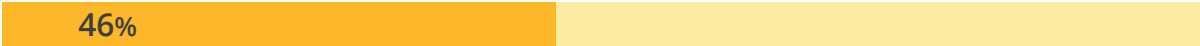
1. Interruptions d'activités

47%



2. Cyber-incidents

46%



3. Incendie/explosion

21%



4. Evolutions législatives et réglementaires

21%



5. Catastrophes naturelles

21%



6. Evolution de marchés

18%



7. Défaillance de qualité

16%



8. Nouvelles technologies

14%



9. Atteinte à la réputation ou à l'image de marque

13%



10. Vol, fraude et corruption

13%



4 Le risque, un combat quotidien



Le rôle de « Protector » du DAF est certes important, mais il ne doit pas venir au détriment de ses deux autres missions clés : la stratégie et la production de chiffres fiables et accessibles. D'où l'impérieuse nécessité de déléguer une partie de la tâche.

Intégrer le risque au quotidien

Intégrer le risque au quotidien consiste d'abord à sécuriser les procédures et le système d'information. Améliorer les SI pour perfectionner et renforcer le contrôle interne constitue la priorité de 60 % des DAF (+ 20 points par rapport à 2016 !) dans le domaine de la performance et de la maîtrise des risques, selon l'étude PwC/DFCG.

L'intégration des risques dans les comptes doit répondre à la norme sur les passifs. Comme le rappelle Thierry Kalpac (<http://www.kalpac.fr>), expert-comptable et commissaire aux comptes à Marseille, « *il n'est pas possible de provisionner un événement qui ne s'est pas encore produit ; seules les actions pour prévenir le risque peuvent éventuellement faire l'objet d'une provision : formations internes, mise aux normes, mise à jour sécurité des systèmes d'information... Il n'est pas possible non plus de provisionner les frais de remise en état nécessaires à la suite d'un sinistre qui pourrait advenir (informatique par exemple).*

Dans tous les cas où elles sont possibles, les provisions doivent être documentées, tant sur leur principe que quant à leur montant. Leur acceptation... ou leur remise en cause éventuelle par l'Administration tient d'abord à la qualité du dossier, qui prendra également en compte les règles historiques adoptées par l'entreprise, par exemple en matière de provisions pour client douteux. »

L'approche assurantielle présente des avantages indéniables. En matière de risque client, elle permet en particulier de :

1

Bénéficier en amont des informations financières et comportementales des clients pour évaluer leur solvabilité, et donc **éviter les risques ;**

2

Ne pas avoir à interagir directement avec les clients pour **récupérer les impayés ;**

3

Garantir les risques en soldant leurs incidences à hauteur de leur couverture...

... sans oublier le temps gagné et le stress économisé.

Partager la vigilance en interne

Le DAF ne peut pas protéger l'entreprise à lui tout seul. Toujours d'après l'enquête PwC/DFCG, en matière de performance et de maîtrise des risques, deux-tiers des directeurs financiers (67%) souhaitent aujourd'hui améliorer le partage d'information entre équipes, et 41% veulent s'assurer de la bonne appropriation des dispositifs de contrôle interne par tous les opérationnels. Et ils ont raison, tant le facteur humain constitue souvent la source numéro un du risque !

Il reste beaucoup à faire ; selon le baromètre Cesin/OpinionWay, 73% des responsables de la sécurité des systèmes d'information pensent que les salariés sont plutôt bien sensibilisés aux risques mais demeurent peu proactifs ; 62% des entreprises ont donc mis en place des procédures de vérification du respect des recommandations par les salariés.

Il s'avère indispensable de former et d'informer tous les collaborateurs sur les cyber risques, les services export sur les risques pays, et les commerciaux en général sur les notes clients qui reflètent leur santé financière et la manière dont ils gèrent leur activité. L'étude Euler Hermes – DFCG 2018 montre du reste que 87 % des entreprises interrogées ont développé un dispositif de lutte contre la fraude, sous forme de sensibilisation et de formation internes.

Christian Laveau, directeur Audit-Risk Management-Compliance & Qualité chez ADP International, résume ainsi la situation :

“ Même le meilleur dispositif de prévention ne peut rien contre la manipulation et l'intimidation faite sur les victimes (...) C'est pourquoi la dimension éducation demeure primordiale. C'est en organisant des retours d'expériences réguliers avec les collaborateurs que l'on peut faire reculer ce risque. ”

Il faut également **se former à réagir** si un sinistre survient malgré toutes les précautions. Les tests grandeur nature constituent un excellent moyen de vérifier que les procédures de sécurité fonctionnent, que les réactions des collaborateurs sont correctes, et que les premiers secours sont apportés dans les plus brefs délais. Pour renforcer la cyber-sécurité, la DFCCG, mais aussi le Cigref, un réseau de grandes entreprises qui vise à développer la capacité à intégrer et maîtriser le numérique, et l'INHES (Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice) proposent par exemple des formations labélisées par l'ANSSI (Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information), qui comportent des exercices de gestion de crise.

Autant d'initiatives, autant d'actions qui permettent de créer une véritable culture du risque à tous les échelons de l'entreprise. Une culture qui se transmettra aux nouveaux collaborateurs, jusqu'à intégrer leur ADN professionnel.

Les solutions Euler Hermes



Protéger contre les risques, participer à la définition de la stratégie, et gérer les comptes. Ces trois rôles clés, le DAF les exerce sur un territoire de plus en plus étendu. Pour trouver le juste équilibre entre développement et sécurité, il doit pouvoir être proactif dans la gestion des risques.

Protéger son compte clients

■ L'assurance-crédit

L'assurance-crédit protège les entreprises contre le risque d'impayés en France comme à l'export. Et ce, de trois façons :

- **L'évaluation et la surveillance financière des entreprises en amont pour prévenir les impayés ;**
- **Le recouvrement en cas d'impayé, par des démarches amiables et judiciaires prises en charge par Euler Hermes ;**
- **L'indemnisation des créances non recouvrées.**

■ La maîtrise de son portefeuille clients

EOLIS

Solution de gestion en ligne sécurisée, **EOLIS** est le site dédié à tous les clients d'Euler Hermes pour les accompagner quotidiennement dans une maîtrise dynamique de leur risque client.

Un gain de temps précieux :

- Transmission et suivi en ligne des demandes de garantie,
- Transmission des Demandes d'Intervention Contentieuse,
- Suivi des créances en cours de recouvrement,
- Accès au récapitulatif du contrat et au détail des facturations.

Une gestion optimisée :

- Possibilité de traitement en masse de gros volumes de demandes, et d'intégrer ces données dans son propre système d'information,
- Possibilité d'ajouter ses propres références client,
- Libre consultation en temps réel de la liste de toutes les garanties.

Les bonnes informations au bon moment :

- Premier niveau de surveillance de votre liste de prospects,
- Alerte sur tout événement judiciaire affectant ses clients français,
- Accès sans limite à des informations financières complètes et personnalisables sur ses prospects et clients.

EH SmartData

EH SmartData est une solution en ligne pour prospecter, surveiller la situation financière de ses clients, partager l'information... et décider plus vite.

EH Smart Data offre aux assurés, sur abonnement, l'accès en ligne à la notation Euler Hermes. On y trouve de l'information premium sur ses clients, ses prospects et ses fournisseurs, en France comme à l'international (44 pays). Et toutes ces données sont mises à jour en temps réel.

EH Smart Data, une solution...

Multi-usages :

- **Prospection**
- **Gestion du crédit client**
- **Supply Chain management**

Immédiate :

- **Accès à l'information en temps réel**
- **Alertes de mise à jour**

Simple et pratique :

- **Souscription 100% en ligne, 4 forfaits au choix**
- **Interface intuitive et conviviale**
- **Possibilité d'importer des entreprises et d'exporter des notes vers un fichier Excel.**
- **Facturation dans le mois suivant la souscription (sans mensualisation)**
- **Suivi du forfait et historique de ses utilisateurs**

■ Le recouvrement

Euler Hermes a mis en place un réseau français et international d'experts, en lien avec des huissiers et des avocats sélectionnés, pour recouvrer les créances. Les dossiers sont traités au cas par cas par une équipe de juristes rompus aux techniques de négociation.

En France, Euler Hermes met à la disposition de ses clients (qu'ils soient ou non assurés-crédit)

- 9 agences régionales de recouvrement au plus près des entreprises, des tribunaux et des auxiliaires de justice
- 2 agences dédiées à la gestion des procédures collectives

À l'international, Euler Hermes dispose d'une agence export, interface entre ses équipes locales et ses clients pour un pilotage efficace et précis des actions de recouvrement, et bénéficie d'une puissance d'action sans équivalent :

- Implantation internationale dans plus de 50 pays ;
- Partenariats avec des correspondants locaux sélectionnés ;
- Renseignements à jour sur le débiteur et maîtrise de la législation du pays pour définir le mode de recouvrement le plus adapté.

Protéger son entreprise de la fraude

EH Fraud Cover



Solution dédiée aux moyennes et grandes entreprises

- Garanties adaptées
- Tarif adapté à votre taille
- Couverture de vos filiales
- Accompagnement personnalisé

[Je découvre l'offre](#)

EH Fraud Cover couvre contre les pertes consécutives à une fraude commise par un employé ou par un tiers, et aux cyber fraudes, ainsi que certains frais induits :

- Notification en cas de vol de données électroniques,
- Restauration/décontamination de données,
- Coûts du prestataire consécutifs à une cyber-extorsion,
- Procédures judiciaires.

La couverture porte sur l'ensemble de l'entreprise, les filiales et les succursales situées dans l'espace économique européen. EH Fraud Cover permet de bénéficier d'un accompagnement personnalisé. L'indemnisation est versée dans les 30 jours après accord sur son montant.

EH Fraud Reflex



**Solution conçue pour les
besoins des petites
entreprises**

- 100% en ligne
- À partir de 75€/mois
- Couverture personnalisée et modulable
- Questionnaire instructif

**Je fais une simulation :
ehfraudreflex.fr**

Spécialement conçu pour les petites entreprises ayant leur siège en France et réalisant moins de 10 millions d'euros de chiffre d'affaires, EH Fraud Reflex est accessible à partir de 75 euros par mois. La souscription s'effectue en ligne, sans audit préalable. Trois niveaux de couverture sont proposés.

L'assurance est sur-mesure avec une couverture, une franchise et une durée personnalisées et modulables. Cette assurance couvre les conséquences des fraudes et cyberfraudes.

Elle garantit une indemnisation rapide des pertes financières directes ainsi que certains frais induits :

- **Restauration/ décontamination des données,**
- **Coûts du prestataire consécutifs à une cyber-extorsion,**
- **Frais consécutifs à une intrusion dans les systèmes de téléphonie.**

6

Euler Hermes au service des directions financières

Avec plus de 85 ans d'expérience de la gestion du risque client, le groupe Euler Hermes, filiale d'Allianz, est le leader mondial des solutions d'assurance des changes commerciaux inter-entreprises.

Euler Hermes est le numéro 1 de l'assurance-crédit en France. Nos solutions s'adressent à tout type d'entreprise (TPE, PME, grandes entreprises, multinationales...) quels que soient leur taille, leur secteur d'activité et leur chiffre d'affaires. Elles s'adaptent à leurs besoins, depuis la formule forfaitaire simplifiée jusqu'au montage de solutions sur mesure.

Assurance-crédit, recouvrement de créances commerciales, cautions et garanties, assurance fraude : nous protégeons vos actifs et accompagnons votre développement au quotidien pour vous permettre de saisir les meilleures opportunités de marché.

Euler Hermes en France, c'est (*) :

767
collaborateurs

214 milliards
d'euros de transactions
commerciales garanties

+ de 55 000
dossiers contentieux
reçus

Numéro 1
de l'assurance-crédit
en France

(*) en 2017

Assurance

Euler Hermes France
Succursale française d'Euler Hermes SA
RCS Nanterre B 799 339 312

Délivrance de garanties et surveillance de la situation financière des entreprises

Euler Hermes Crédit France
Société par actions simplifiée
au capital de 51 200 000 EUR
RCS Nanterre B 388 236 853
Société de financement soumise au CoMoFi

Recouvrement

Euler Hermes Recouvrement France
Société par actions simplifiée
au capital de 800 000 EUR
RCS Nanterre B 388 237 026

Euler Hermes France / Euler Hermes Crédit France / Euler Hermes Recouvrement France

Adresse postale : 1, place des Saisons - 92048 Paris La Défense Cedex - Tél. + 33 1 84 11 50 50 - www.eulerhermes.fr

Euler Hermes SA

Entreprise d'assurance belge agréée sous le code 418

Siège social : avenue des Arts 56 - 1000 Bruxelles, Belgique - Immatriculée au RPM Bruxelles sous le n° 0403 248 596

Plus d'informations ?

Contactez-nous au : **01 84 11 50 54**
ou consultez notre site : www.eulerhermes.fr

